



Assemblée générale

Distr. limitée
19 novembre 2003
Français
Original: anglais

Cinquante-huitième session

Troisième Commission

Point 117 c) de l'ordre du jour

Questions relatives aux droits de l'homme :

situations relatives aux droits de l'homme

et rapports des rapporteurs et représentants spéciaux

Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie et Suède : projet de résolution

Situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo

L'Assemblée générale,

Guidée par la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme¹, les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme² et les autres instruments relatifs aux droits de l'homme,

Réaffirmant que tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies ont l'obligation de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales,

Sachant que la République démocratique du Congo est partie à plusieurs instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme et à plusieurs instruments ayant trait au droit humanitaire international,

Rappelant ses résolutions sur la question, dont les plus récentes sont sa résolution 57/233 du 18 décembre 2002 et la résolution 2003/15 de la Commission des droits de l'homme, en date du 17 avril 2003, ainsi que les résolutions du Conseil de sécurité sur le sujet, dont la dernière en date est la résolution 1493 (2003) du 28 juillet 2003,

Rappelant également la décision par laquelle elle a prié le Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'étudier la situation des droits de

¹ Résolution 217 A (III).

² Résolution 2200 A (XXI), annexe.



l'homme en République démocratique du Congo et le Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'enquêter sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, ainsi qu'un membre du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires de la Commission, d'effectuer une mission conjointe d'enquête en République démocratique du Congo, tout en regrettant que la situation en matière de sécurité n'ait pas encore permis d'effectuer une telle mission,

Ayant présente à l'esprit la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité, en date du 31 octobre 2000, sur les femmes, la paix et la sécurité,

Ayant également présents à l'esprit la résolution 1460 (2003) du Conseil de sécurité, en date du 30 janvier 2003, sur les enfants et les conflits armés, ainsi que le rapport du Secrétaire général du 10 novembre 2003 sur les enfants et les conflits armés³,

Accueillant avec satisfaction l'Acte final des négociations politiques intercongolaises signé à Sun City (Afrique du Sud), le 2 avril 2003, et rappelant l'ensemble des accords de cessez-le-feu et de paix, ainsi que les plans de désengagement,

Prenant note du deuxième rapport spécial du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, en date du 27 mai 2003⁴, du rapport, en date du 17 juin 2003⁵, de la mission du Conseil de sécurité en Afrique centrale (7-16 juin 2003) et des rapports du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme l'un du 13 février 2003⁶ et l'autre concernant les événements qui se sont produits le 3 avril 2003 à Drodoro⁷,

Profondément préoccupée par la poursuite des hostilités dans la partie orientale de la République démocratique du Congo, en particulier dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu et dans l'Ituri, et par les graves violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire qui les accompagnent, décrites dans les rapports cités plus haut,

Déplorant le climat d'impunité dans lequel se déroulent la plupart des combats, ainsi que les violations des droits de l'homme et les crises humanitaires qui les accompagnent dans la partie orientale de la République démocratique du Congo,

1. *Accueille avec satisfaction* :

a) La promulgation par le Chef de l'État, le 4 avril 2003, de la Constitution qui doit régir le pays pendant la période de transition, le serment d'allégeance à la nouvelle Constitution fait par le Président Joseph Kabila le 7 avril 2003, la prise de fonction, le 17 juillet 2003, du Gouvernement d'unité nationale et de transition en République démocratique du Congo, l'inauguration de l'Assemblée nationale et du Sénat, le 22 juillet 2003, et l'installation des cinq institutions de transition, le 28 août 2003;

³ A/58/546-S/2003/1053.

⁴ S/2003/566 et Corr.1.

⁵ S/2003/653.

⁶ Voir S/2003/216.

⁷ S/2003/674, annexe II.

b) La signature, le 18 mars 2003, par le Gouvernement de la République démocratique du Congo, le Gouvernement ougandais et six groupes armés, d'un accord de cessez-le-feu qui a ouvert la voie à la convocation de la Commission de pacification de l'Ituri, du 4 au 14 avril 2003, et à la création de l'Administration intérimaire de l'Ituri;

c) L'accord de cessez-le-feu signé à Dar es-Salaam, le 16 mai 2003, et la signature, le 19 juin 2003, de l'Engagement de Bujumbura par le Gouvernement de la République démocratique du Congo, le Rassemblement congolais pour la démocratie et le Rassemblement Congolais pour la Démocratie-Mouvement de Libération;

d) L'abolition de la Cour d'ordre militaire;

e) Le rapport intérimaire de la Rapporteuse spéciale de la Commission des droits de l'homme chargée d'étudier la situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo⁸ et les visites que la Rapporteuse spéciale a faites dans le pays du 26 février au 10 mars et du 26 août au 6 septembre 2003;

f) La visite du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme en République démocratique du Congo, du 12 au 15 janvier 2003, et l'action menée par son bureau dans le pays;

g) Les consultations entre le Secrétaire général et le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme visant à remédier au problème de l'impunité en République démocratique du Congo et prend note de la proposition du Haut Commissaire relative à la création d'un organe international chargé d'enquêter sur les graves violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire;

h) La prolongation du mandat, la présence continue et le plus ample déploiement de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo à l'appui de la mise en oeuvre de l'Accord de cessez-le-feu signé à Lusaka⁹, des accords de paix signés à Pretoria¹⁰ et à Luanda et des résolutions du Conseil de sécurité sur la question;

i) La collaboration entre la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) et le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sur la création d'institutions et d'infrastructures nationales de protection des droits de l'homme, ainsi que des systèmes provisoires d'administration de la justice;

j) Le travail accompli par le Représentant spécial du Secrétaire général pour la République démocratique du Congo et Chef de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo;

2. *Condamne :*

a) Les violations persistantes des droits de l'homme et des libertés fondamentales ainsi que du droit international humanitaire en République démocratique du Congo, en particulier en Ituri, au Kivu et dans d'autres régions de l'est du pays;

⁸ Voir A/58/534.

⁹ S/1999/815, annexe.

¹⁰ S/2002/914, annexe.

b) La persistance dans l'est du pays de la violence armée et des représailles contre la population civile vivant dans les territoires contrôlés par des groupes d'anciens rebelles qui font maintenant partie du gouvernement de transition;

c) Tous les massacres qui ont eu lieu dans la province de l'Ituri, en particulier ceux de Drodro et, plus récemment, le 6 octobre 2003, ceux de Katchele, tout en appuyant les efforts déployés par la Mission d'observation des Nations Unies en République démocratique du Congo et le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme pour enquêter à ce sujet;

d) La perpétration, d'après certaines informations, d'actes de mutilation et de cannibalisme dans la région de Mambasa par des forces du Mouvement de libération du Congo, du Rassemblement congolais pour la démocratie nationale et de l'Union des patriotes congolais;

e) Les cas d'exécution sommaire ou arbitraire de disparitions, de torture, d'arrestations illégales, de persécutions systématiques et de détentions arbitraires pour de longues périodes;

f) Les actes généralisés de violence sexuelle contre les femmes et les enfants, y compris comme moyen de guerre;

g) La poursuite du recrutement et de l'utilisation d'enfants soldats par les forces et groupes armés, notamment l'enlèvement d'enfants sur le territoire de la République démocratique du Congo, en violation du droit international;

h) L'impunité dont bénéficient les auteurs de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire et souligne à cet égard que la République démocratique du Congo est partie au Statut de Rome de la Cour pénale internationale¹¹;

i) L'exploitation illégale des ressources naturelles de la République démocratique du Congo, eu égard au lien entre cette exploitation et la poursuite du conflit;

3. *Se déclare préoccupée* par :

a) Les violations des libertés d'expression, d'opinion, d'association et de réunion et les attaques dirigées contre les défenseurs des droits de l'homme sur tout le territoire de la République démocratique du Congo, en particulier dans l'est du pays;

b) La poursuite de la suspension du moratoire sur l'exécution des peines capitales, en particulier les peines de mort prononcées le 7 janvier 2003 par le tribunal militaire ayant jugé les personnes accusées d'avoir assassiné l'ancien Président de la République;

c) L'accumulation et la prolifération sans frein d'armes légères et la distribution, la circulation et le trafic d'armes dans la région, ainsi que leurs incidences négatives sur les droits de l'homme;

¹¹ Documents officiels de la Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une cour pénale internationale, Rome, 15 juin-17 juillet 1998, vol. I : Documents finals (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.02.I.5), sect. A.

d) L'augmentation du nombre de réfugiés et de personnes déplacées, en particulier dans la partie orientale du pays;

e) La persistance de l'insécurité, en particulier dans l'est du pays, dans les zones tenues par les groupes armés, qui entrave gravement les efforts déployés par les organisations humanitaires pour avoir accès aux populations se trouvant dans une situation préoccupante sur le plan humanitaire;

4. *Demande instamment* à toutes les parties au conflit en République démocratique du Congo :

a) De mettre un terme immédiat à toutes les activités militaires, notamment de cesser d'appuyer un appui aux groupes armés qui leur sont alliés, afin de faciliter sans délai le rétablissement de la souveraineté, de l'unité et de l'intégrité territoriale de la République démocratique du Congo;

b) De mettre en oeuvre, immédiatement et sans conditions, l'Acte d'engagement de Bujumbura, en date du 19 juin 2003;

c) D'appliquer, pleinement et sans attendre, l'Accord de Dar es-Salaam, en date du 16 mai 2003, et de coopérer avec la Commission de pacification de l'Ituri pour superviser le règlement du conflit dans le nord-est de la République démocratique du Congo;

d) De respecter leurs obligations pour ce qui est de la mise en oeuvre de la Constitution de transition;

e) D'autoriser l'accès, en toute liberté et sécurité, à toutes les zones et d'appuyer des enquêtes sur les graves violations présumées des droits de l'homme et du droit international des droits de l'homme, afin que leurs auteurs puissent être traduits en justice, et de coopérer pleinement à cet effet avec les mécanismes nationaux et internationaux de protection des droits de l'homme afin que des enquêtes puissent être menées sur des violations présumées des droits de l'homme et du droit international humanitaire en République démocratique du Congo;

f) De mettre fin immédiatement au recrutement et à l'utilisation d'enfants soldats qui violent le droit international et la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant, étant entendu qu'au titre de la Convention relative aux droits de l'enfant¹² et au Protocole facultatif s'y rapportant concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés¹³, les personnes âgées de moins de 18 ans ont droit à une protection spéciale, et de fournir des informations sans délai sur les mesures prises pour mettre un terme à ces pratiques;

g) De répondre aux besoins spécifiques des femmes et des fillettes lors de la période de reconstruction suivant un conflit et d'assurer la pleine participation des femmes à tous les aspects des processus de règlements des conflits et de paix, notamment le maintien de la paix, la gestion des conflits et la consolidation de la paix, dans les meilleurs délais;

h) De prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre fin aux violations généralisées des droits de l'homme et à l'impunité, en particulier en ce qui concerne les violences sexuelles commises contre des femmes et des enfants;

¹² Résolution 44/25, annexe.

¹³ Résolution 54/263, annexe I.

i) De protéger les droits de l'homme et de respecter le droit international humanitaire, en particulier en veillant à la sécurité de tous les civils, et d'arrêter et d'appliquer toutes les mesures nécessaires pour instaurer des conditions propices au retour librement consenti de l'ensemble des réfugiés et des personnes déplacées;

j) D'empêcher que ne s'instaure une situation risquant d'engendrer des courants de personnes déplacées sur le territoire de la République démocratique du Congo et le long de ses frontières et de prendre toutes les mesures nécessaires pour créer des conditions favorables au retour librement consenti des réfugiés et des personnes déplacées;

5. *Prie instamment* le gouvernement d'unité nationale et de transition de s'assurer que la protection des droits de l'homme et la création d'un État se fondant sur le respect de la légalité et d'un pouvoir judiciaire indépendant, notamment des institutions nécessaires prévues par l'Accord global sur la transition en République démocratique du Congo, figurent en bonne place sur la liste de ses priorités;

6. *Appelle* le gouvernement d'unité nationale et de transition à prendre des mesures spécifiques pour :

a) Renforcer les institutions de transition et rétablir la stabilité et la légalité sur l'ensemble du territoire de la République démocratique du Congo, permettant ainsi à la population de vivre de nouveau en paix et de s'acheminer sur la voie du progrès;

b) Atteindre les objectifs concernant la période de transition définis dans l'Accord global, en particulier la tenue d'élections libres et transparentes à tous les niveaux permettant la mise en place d'un régime constitutionnel démocratique et la formation d'une armée nationale restructurée et intégrée;

c) S'acquitter pleinement des obligations que lui imposent les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et continuer, en conséquence, à coopérer avec les mécanismes des Nations Unies chargés de la protection des droits de l'homme et renforcer encore la collaboration avec le Bureau du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en République démocratique du Congo;

d) Procéder à une réforme globale du système judiciaire;

e) Rétablir le moratoire sur la peine de mort et respecter l'engagement pris d'abolir progressivement la peine de mort;

f) Mettre un terme à l'impunité et veiller à ce que les personnes responsables d'atteintes aux droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire soient traduites en justice dans le respect de la légalité;

g) Coopérer avec la Conférence internationale et continuer de collaborer avec le Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994;

7. *Demande* au Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de la tenir informée des consultations entre le Haut Commissariat et le Secrétaire général concernant les moyens d'aider le gouvernement de transition de la République démocratique du Congo à faire face au problème de l'impunité;

8. *Engage* la communauté internationale à :

a) Appuyer le Bureau du Haut Commissariat aux droits de l'homme en République démocratique du Congo afin de lui permettre de pleinement mettre en oeuvre ses programmes;

b) Faciliter la tenue, le moment venu et sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies et de l'Union africaine, d'une conférence internationale sur la paix, la sécurité, la démocratie et le développement dans la région des Grands Lacs d'Afrique, avec la participation de tous les gouvernements de la région et de toutes les autres parties prenantes, et promouvoir la question des droits de l'homme et des problèmes humanitaires comme l'un des grands thèmes de la conférence;

9. *Prie* :

a) Les rapporteurs spéciaux de la Commission de droits de l'homme chargés d'étudier la situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo et d'enquêter sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires et un membre du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires de mener une mission d'enquête en République démocratique du Congo et de faire rapport à la Commission à sa soixantième session et à l'Assemblée générale à sa cinquante-neuvième session;

b) Le Secrétaire général d'apporter aux rapporteurs spéciaux et à la mission conjointe toute l'aide nécessaire pour qu'ils puissent s'acquitter pleinement de leur mandat;

c) Le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de fournir à la mission conjointe toutes les compétences techniques dont elle a besoin pour s'acquitter de son mandat;

d) Le Secrétaire général d'encourager la Mission d'observation des Nations Unies en République démocratique du Congo à continuer de sensibiliser et former tout le personnel de la Mission, notamment les membres de la police civile et le personnel militaire aux normes pertinentes de protection des enfants, en particulier des enfants soldats, et de coopérer étroitement avec le Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés;

e) Le Secrétaire général d'encourager la Mission d'observation des Nations Unies en République démocratique du Congo à continuer d'aborder les questions ayant trait aux sexospécificités, au plein exercice par les femmes de l'ensemble de leurs droits fondamentaux et à la lutte contre la violence à l'égard des femmes et à fournir une formation adéquate à l'ensemble du personnel de la Mission à cet égard;

10. *Décide* de continuer à examiner la situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo et de prier le Rapporteur spécial de lui rendre compte à sa cinquante-neuvième session.